

n° 756 - 4 F

DU 6 OCT. AU 13 OCT. 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

LES ECOLOGISTES ET LA POLITIQUE



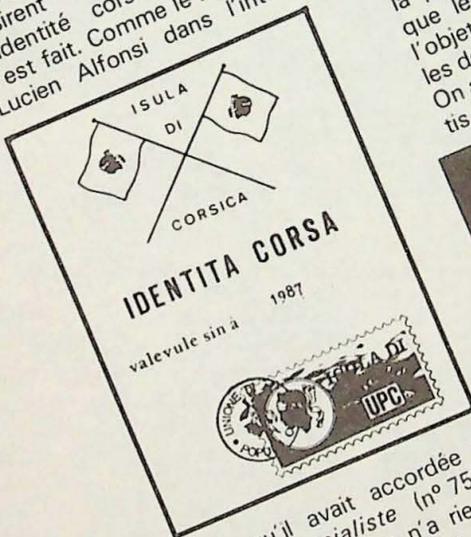
prioritaire à toutes entreprises du Mouvement. Ainsi, si l'on en croit et la formulation et la manière effectivement dont sont délivrées les cartes, ne sont pas seulement considérés comme Corses ceux qui sont vraiment mais aussi ceux qui auraient, vivant dans l'île, épousé les valeurs nationales des insulaires.

LE CRIME DE CHARLAT

C'est l'affiche dont le groupe d'extrême droite « Front de la jeunesse » a couvert les murs de Saint-Etienne. Et Charlat c'est le maire-adjoint PSU de Saint-Etienne. Pensez... il a, avec la section PSU de sa ville, organisé une vente de montres pour soutenir l'action des travailleurs de Lip. Dans la lettre qu'il a adressée à MM. Neuwirth et Baussin, députés de la Loire, Roger Charlat s'interroge sur « les bruits qui circulent dans la population ». Il se pourrait que les attaques dont il est l'objet soient « orchestrées par les députés de Saint-Etienne ». On attend toujours les démentis.

LES CORSES ENCARTES ?

Choses promises, choses dues ! L'Union du peuple corse avait annoncé qu'elle donnerait « à tous ceux qui le désirent une attestation d'identité corse ». Et bien c'est fait. Comme le rappelait Lucien Alfonsi dans l'inter-



view qu'il avait accordée à *Tribune socialiste* (n° 752), « cette attestation n'a rien à voir avec un document officiel ». Au dos du document, l'UPC le rappelle : « Hors de nos compétences cette carte ne peut pas remplacer les pièces d'identité officielles. La vignette apposée ne peut être considérée comme un timbre fiscal ». Plus intéressant par début du texte qui précise que « cette carte, délivrée par l'Union di u Populu Corsu atteste que son détenteur peut valablement se réclamer du Peuple Corse. A ce titre, il est formellement reconnu par l'UPC comme ayant droit

CHARLAT LE RECELEUR EN PRISON

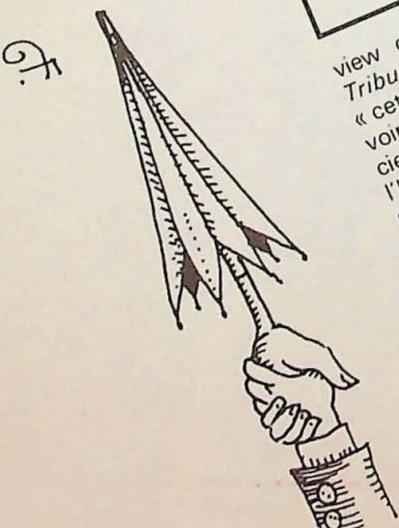
FRONT DE LA JEUNESSE

La République forte de M. Royer

« J'ai pris connaissance avec beaucoup d'attention de votre lettre du 19 août courant. J'ai aussitôt donné des instructions à M. le Commissaire Central pour qu'il fasse effectuer par ses services une surveillance active dans votre secteur et plus particulièrement la nuit, afin d'appréhender les membres de cette bande qui ravagent le quartier des Grandes Roches. Ce qu'il faudrait, pour mettre un terme aux méfaits commis par ces groupes d'individus, jeunes pour la plupart, sans profession, ce serait de leur appliquer rapidement des peines exemplaires. J'en suis partisan car c'est le seul moyen de protéger la sécurité des personnes et des biens. Je l'ai d'ailleurs clairement et souvent exprimé. » C'est signé Jean Royer et c'est la réponse effectuée par ce maire de Tours s'élève à des considérations touchant sa philosophie profonde : « Au plan plus général, il faudrait à notre pays une République juste et forte qui n'hésite pas à préparer les êtres à leur devoir par une éducation de l'intelligence et du caractère et qui ne transige pas non plus avec la fermeté des lois. »

RECHERCHONS

en vue publication parais- sant à Noël aux éditions Syros, photos (couleur ou noir et blanc) et diapos représentant murs peints et fresques popu- laires au Chili, au Portugal, en Italie, en France (et ailleurs). Envoyer documents ou con- tacter Yves Barnoux, 179, rue de Charonne, 75011 Paris ; téléphone : 370.35.67 (entre 17 h et 21 h de préférence).



● **Samedi 8 octobre (Le Havre) : gigantesque fête organisée par la section du Havre du PSU** (sous chapiteau géant, place Gambetta). Avec Henri Tachan, Patrick Abrial, Toto Bissainthe (chanteuse des ré-

ternationaux) avec la présence de personnalités.

● **Dimanche 9 octobre (Vesoul) :** la fédération PSU de la Haute-Saône organise une journée de réflexion sur l'autogestion et les luttes autogestionnaires, à la maison des œuvres, rue Baron-Bouvier. Au programme : « nécessité du regroupement des autogestionnaires » ; « avant, pendant, après 78... spectateurs ou acteurs » ; « quel objectif politique aux législatives (candidats ? programme ?) ». Tous les autogestionnaires haut-saônois sont cordialement invités à participer à cette journée. Détails pratiques : garde d'enfants, repas assurés, copieux et sympas (15 F) ; si vous avez des problèmes de transport, faites-le savoir. Contact : PSU, 26, rue G.-Genoux, 70000 VESOU.

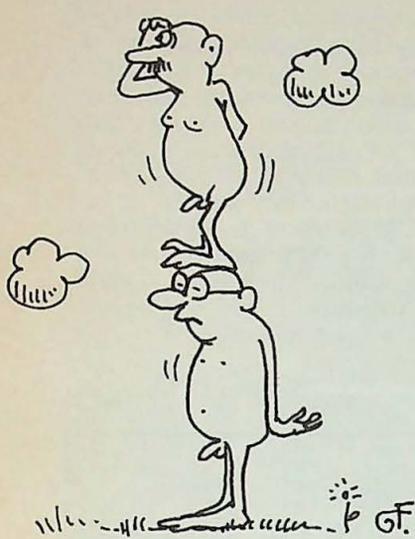
● **Dimanche 9 octobre (Pouxeux - Vosges) :** le PSU des Vosges organise un rassemblement départemental des militants et militantes autogestionnaires, de 9 à 17 h à

Pouxeux (maison populaire de vacances). Après un tour d'horizon des luttes menées dans la région des débats sur trois thèmes : « l'autogestion et le contrôle populaire » ; « l'unité populaire » ; « l'écologie et les droits des femmes ». Pour tous renseignements et détails pratiques : tél. 61.01.34.

● **Du 10 au 21 octobre (Châlons-sur-Marne) :** « semaine nucléaire » à la salle des Fêtes. Au programme : 12 octobre à 20 h : film, *Voyage dans les centrales de la terre* avec B. Lalanne du GSIEN. 13 octobre à 20 h : débat avec Yves Durieux, membre du comité directeur du PS ; 14 octobre à 20 h : film *Energie nucléaire : danger immédiat* ; 15 octobre à 15 h : film *Condamnés à réus-*

sir suivi d'un débat avec Maurice Galis, secrétaire CFDT de la Hague ; 16 octobre dans Châlons : 10 h : promenade à bicyclette, départ de la salle des fêtes. 15 h : lâcher de ballons et bal folk sous le marché. Et en prime le 21 octobre à 20 h : au cirque municipal, le clown atomique, Jean Kergrist. Le PSU participera activement à cette semaine.

● **Vendredi 14 octobre (Massy) :** débat public organisé par la section PSU de Massy sur le nucléaire civil et militaire, salle du 1^{er} mai, rue Appert, à 21 h. Exposition, brochures, documents et la participation d'un scientifique du GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).



voltes haïtiennes), Santhados, D. Dehayes et T. Karfrieder accompagnés par Amalgame. Débats (locaux, nationaux, in-

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la

rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566.45.64.

hUMEUR

un seul être vous manque



Savez vous qui sont les Diables Rouges ? Et bien, contrairement à ce que vous pensez, il ne s'agit pas des camarades de la Ligue Communiste révolutionnaire, mais des footballeurs belges quand ils viennent mettre la pâtée à nos cul-de-jattes nationaux.

Cette petite entrée en matière était destinée à vous faire sentir à quel point, comme la plupart des journaux d'extrême gauche, Tribune Socialiste néglige les événements sportifs. Profitant du relâchement idéologique propre à la préparation de toute nouvelle formule dans un journal, je m'installe, pour quelques lignes, sur la piste pour vous conter mon immense chagrin sportif de la semaine.

Dimanche, il nous a quitté, il est parti en faisant pleurer les journaux. Il, c'est Poupou, autrement dit Poulidor. Suis-je obligé de préciser qu'il s'agit d'un vénérable coureur cycliste de 42 ans. Pratiquement un monument.

Poupou, vous racontent mes confrères, c'était la France éternelle. C'est-à-dire la France des ringards, du béret basque, le mythe du petit dernier qui réussit de temps à autre à se faire une petite place à côté de celui qui gagne, à côté de celui qui ne tombe pas, qui n'a pas de furoncles au cul, qui ne siffle pas distraitemment son bidon de doping avant d'aller se coucher au lieu de l'avalier sur la ligne de départ.

Pour la dernière fois, dimanche dernier, il s'est efforcé de ne pas gagner une course. Une sortie réussie : il a été plus mauvais que jamais, un vrai triomphe.

Ses aventures, je les ai suivies avec passion depuis une vingtaine d'années. Touchant de persévérance et de bonne volonté : incapable d'arriver le premier en haut des côtes — et ailleurs —, parce que quelques salauds d'étrangers et un ou

deux Français insensibles, méchants et cruels, s'obstinaient à courir plus vite que lui, Poulidor a été transformé en vedette nationale par quelques traîne-savates astucieux.

Une vie de martyr : il est bien plus difficile d'arriver toujours le deuxième que d'être banalement le premier, quitte le lendemain à finir en queue de peloton. Le mythe avait pris des dimensions surréalistes et je hurlais de rire à chaque place de second.

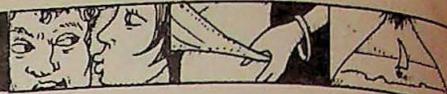
C'était du grand art, un apostolat : quand la malchance le laissait en avant des autres, il tombait, se faisait renverser par un motard ou une voiture ou bien se gâtait fortement l'humeur, et donc le moral, en téléphonant une heure à sa femme pour lui reprocher d'avoir filé 200 francs au plombier qui venait de réparer sa machine à laver.

Excellent Français moyen, propriétaire d'une ferme et de son troupeau, Poulidor cultivait sans effort une radinerie qui faisait chaud au cœur de ses admirateurs. Un malin : lui, l'éternel deuxième, l'éternel battu il touchait pratiquement autant que les premiers dans les grandes courses et les critères. L'admirateur rêvait, rassuré...

Une opération publicitaire comme cela, on en réussit une par siècle. Et puis c'est tellement pratique pour calmer tous ceux qui souffrent d'être brimés et écrasés. Poupou, il était toujours battu, mais il gardait le sourire, il était toujours content : il y en avait tellement d'autres qui étaient loin derrière lui...

L'idole du Parisien Libéré, de France-Soir et de l'Equipe s'en est allé prendre sa retraite (bien gagnée, mon pauvre monsieur) du côté de Saint Léonard de Noblat, dans le Limousin. La révolution est à nos portes : faute de héros fatigué, la France va pédaler dans la choucroute.

C.-M. VADROT ■



Grâce à mon expérience de militant syndical très proche de la base, j'ai remarqué que la confusion existait souvent sur des problèmes très simple... par exemple sur la hiérarchie des salaires.

Que comprend-on par augmentation du pouvoir d'achat ? 1) le report sur le salaire du pourcentage d'augmentation du coût de la vie ; 2) une augmentation supplémentaire représentant l'amélioration du pouvoir d'achat. Par exemple le coût de la vie aura dans l'année augmenté de 12 %. Et bien, pour augmenter le pouvoir d'achat, il faut d'abord une augmentation de 12 % pour maintenir le pouvoir d'achat ne change pas ; puis une autre augmentation qui, elle, fera progresser le pouvoir d'achat. Ainsi en augmentant le SMIC de 25 % il y aura 12 % pour empêcher la diminution du pouvoir d'achat et 13 % pour l'augmenter... A l'inverse une augmentation de 10 % dans cette même hypothèse amputerait le salaire de 2 % de son pouvoir d'achat, soit, de fait, une véritable diminution du traitement.

C'est ainsi qu'il faut comprendre nos propositions. Car nous n'entendons pas limiter aux salaires de 3 500 F la progression du pouvoir d'achat. En fait, nous sommes pour une progression plus rapide des petits revenus et le maintien du pouvoir d'achat pour les revenus atteignant jusqu'à 8 000 F, c'est-à-dire une garantie d'augmentation correspondant à l'augmentation du coût de la vie. C'est il me semble la façon la plus juste de réduire les inégalités sans nuire aux salaires moyens, bien au contraire, puisque même ces derniers pourront progressivement voir leur situation s'améliorer, avec seulement un rythme inférieur aux petits salaires. A la vérité, par ce moyen, on améliorerait le niveau de vie de 80 % des cadres.

Le PSU doit si nécessaire expliquer encore mieux ; et c'est pourquoi les camarades qui pourraient ne pas comprendre doivent sans hésiter écrire au journal et ce sur tous les problèmes.

Jean CHARMONT ■

L'ardoise est plus lourde

Dans le numéro 753 de Tribune Socialiste, Stéphan Lillan traite de la rentrée scolaire au niveau de l'ardoise que paient les familles. Le chapeau de l'article indique comme étant une certitude, un taux d'augmentation globale de 9 % par rapport à la rentrée de 1976... Ce chiffre qui ne correspond pas aux résultats de notre enquête, qui elle, révèle en effet, une augmentation moyenne globale de 12 % pour les classes de primaire, secondaire (6^e, 4^e, 3^e), lycée et CET (1^{re} année)...

La méthode de calcul CSCV ne peut porter à ambiguïté. 300 listes types de

fournitures établies sur la base de ce qui était exigé en 1976 (hormis les livres pour la 6^e cette année), ont fait l'objet de relevés de prix correspondants, et pour chaque classe, entre le 29 août et le 3 septembre. C'est cette moyenne des coûts inter-classes qui indique + 12 % sur 1976. Nous établissons mensuellement, un budget-type familial dans lequel chaque poste est suivi dans son évolution. Or, de juillet 1976 à juillet 1977, le taux d'augmentation global est de 11,8 %, l'indice CGT pour la même période étant de 12 %, ce qui est un ordre de comparaison assez évident... Pour le seul technique, les prix de matériel d'ateliers (caisses à outils, outillage) et de vêtements de travail (combinaisons, bleus), subissent une hausse de 20 %. Enfin, une enquête sur la seule papeterie révèle une progression des prix se situant dans la fourchette de 11 à

15 % et cela malgré la réduction de TVA de 20 à 17,6 % opérée par M. Barre depuis janvier !

Louis CAUL FUTY
Secrétaire général de la C.S.C.V. ■

Effectivement, le chiffre de 9 % ne correspond pas à l'enquête de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) mais, comme je l'indiquais dans mon article, à celui résultant de l'étude menée par la C.S.F. (Confédération syndicale des familles). A ce sujet, je tiens à ajouter que j'avais signalé mes sources - à vrai dire les seules dont je disposais, au moment de la rédaction de l'article, bien avant sa date de publication -, et la méthode d'enquête utilisée par la C.S.F. Merci de vos précisions.

Stephan LYLLAN ■

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

● Programme du premier trimestre : deux cycles de formation de huit séances chacun à Paris.

INSCRIVEZ VOUS !

● un cycle d'histoire des courants de pensée du mouvement ouvrier, animé par Madeleine Rebérioux, Victor Leduc, Victor Fay, Jean-Marie Demaldent, François Turquan, Alain Chataigner, Christian Berger.

Ce cycle aura lieu le mardi de 19 h à 21 h au CREFA, 78 A, rue de Sèvres, Paris 7^e (Métro Duroc)

- 11 octobre : Proudhon - Bakounine
- 15 novembre : Lenine
- 18 octobre : Marx et l'AIT
- 22 novembre : Rosa Luxembourg - les Conseillistes
- 25 octobre : Travailleurs et anarchosyndicalisme
- 29 novembre : Trotski - Mao
- 6 décembre : Gramsci

● un cycle de formation à l'analyse économique marxiste, de 8 séances également, animé par Yves Barou, à partir de dossiers d'actualité. Ce cycle abordera, en liaison avec les problèmes de la période, les thèmes suivants : les profits, les salaires, la hiérarchie, la monnaie, le rôle des banques, le rôle de l'Etat, l'impérialisme, la division du travail, l'inflation, la crise, etc...

Les séances auront lieu le vendredi de 19 h à 21 h : les 14, 21 octobre, 4, 18, 25 novembre, 9, 16 décembre, au CREFA, 78 A, rue de Sèvres, Paris 7^e.

Le Centre organisera cette année également
Une semaine du Centre Populaire de Formation Socialiste

POUVOIR ET AUTOGESTION

4 grands débats publics :

- 1. Pouvoir et classes sociales
- 2. Pouvoir et institutions
- 3. Pouvoir et savoir
- 4. Pouvoir et autogestion

Cette semaine aura lieu dans une grande salle parisienne en novembre 1977.

Bulletin d'adhésion au CPFS

Inscription aux cycles de la première série

NOM..... PROFESSION.....

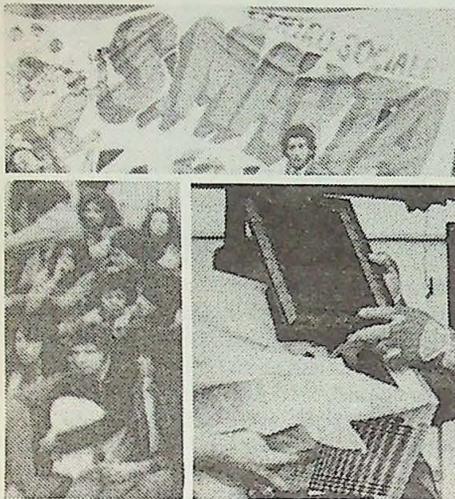
ADRESSE.....

s'inscrit au cycle Histoire des courants de pensée Economie

Inscription : 1 cycle = 50 F ; les 2 cycles = 80 F.

Retourner ce bon à CPFS, 9, rue Borromée - 75015 Paris, avec le règlement correspondant (CCP : CPFS 17 307 39 C Paris).

- **Où va la France ?**
— N'oublions pas la droite
par **V. Leduc** p. 5
- Quel combat pour l'unité
- S. Depaquit** p 6-7
- Vivre, produire, travailler
autrement. **P. Gollet** p 7
- **Social**
— L'espérance syndicale
- Y. Sparfel** p 8
- Après Furnon, Dazin p 9
- **écologie**
— Un siècle de tentation
C.-M. Vachot p 10-11



- **Et pourtant elle tourne**
— Bologne à l'heure de la
« questionne giovanile » p 12
- Les désarrois du PCI
- S. Lyllan** p 13
- **Les armes de la critique**
— La télé : points de vue
- R. Lanarche** p 14
- La BD de **Cagnat** p 15
- Bernard Lavilliers : la
révolte et l'amour **J. Sanchez** ... p 16



N'oublions pas la droite

par Victor LEDUC

FACE à l'actuelle désunion de la gauche, il y a peut-être mieux à faire qu'à se lamenter interminablement ou à adopter comme certains à l'extrême gauche — ô surprise ! — le ton de la supplication, à l'égard du PCF et du PS dont les mêmes dénonçaient la politique de « collaboration de classes » : « *On vous en prie unissez vous à nouveau pour prendre le pouvoir.* »

Pour notre part, nous nous étions gardés de simplifications abusives à l'égard du Programme commun. Nous en avons critiqué les ambiguïtés et les contradictions, reflets des oppositions entre deux projets politiques différents. Nous avons souligné qu'il éludait totalement le problème de la crise et que, fondé sur la croyance en une croissance forte et continue, il était sous-tendu par une logique productiviste et étatiste, contraire aux perspectives du socialisme autogestionnaire.

La tentative de réactualisation du Programme commun devait mettre à nu les oppositions et ceux qui ont suivi nos analyses n'ont pas été exagérément surpris des résultats de la négociation. Est-il besoin pour les comprendre d'avoir recours à des explications comme « la main de Moscou » ou « le mystère Roland Leroy » ? Ne suffit-il pas d'invoquer l'impossibilité pour le PCF d'admettre sans réagir la perspective d'un « Etat PS », qui selon lui s'affirmerait de plus en plus nettement ? De ce point de vue, il est significatif que la cassure se soit faite sur les nationalisations, sur leur ampleur, mais aussi sur les modalités de l'élection des PDG. Le PCF poursuivait certes, ses propres objectifs hégémoniques en luttant contre les restrictions maintenues par le PS, mais il se trouve que ses propositions concernant les droits des travailleurs semblaient plus proches que celles de ses partenaires des objectifs avancés par une organisation comme la CFDT.

Mais ce débat risque d'être dépassé et ceux qui croient que, pour rétablir l'unité, il suffira de trouver une meilleure méthode pour résoudre le problème des nationalisations, voguent en pleine illusion.

Nous l'avons dit dans l'Appel aux travailleurs : c'est la participation des masses, avec leurs multiples organisations, au débat et à l'élaboration du programme unitaire qui est seule susceptible de donner à l'union sa cohérence et sa solidité.

Mais nous nous berçons nous aussi d'illusions si nous nous imaginons qu'on peut donner vie à ce projet simplement en diffusant nos analyses et nos propositions. Il s'agit d'une œuvre de longue haleine, d'un patient effort d'explication lié à la recherche de contacts dans les entreprises et les localités pour organiser en commun le débat et l'action. Au premier chef ce sont les composantes du courant autogestionnaire qu'il faut rassembler pour créer les meilleures conditions de l'unité de toutes les forces populaires.

Dans le même temps, nous avons à poursuivre le combat contre un pouvoir qui mène de plus belle sa politique d'austérité, contre une droite qui reprend espoir. Nous savons que les élections de mars 78 sont une phase décisive de ce combat.

C'est pourquoi, comme l'a déclaré Michel Mousel, nous préférons en tout état de cause un mauvais compromis à gauche à un compromis entre une partie de la gauche et une partie de la droite.

Nous irons à cette bataille en tant que partie prenante du Front autogestionnaire, en intégrant à la lutte pour le socialisme, le combat écologique, le combat pour le droit des femmes et des minorités nationales. Mais nous souhaitons que l'affrontement ne s'effectue pas en ordre dispersé, qui ne pourrait que favoriser la droite.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 S'abonne pour 1 ans 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante



Directeur politique : Alain Tlemcen - Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslhiat

Où va la France ? : Léo Goldberg, Yves Sparfel, Yvan Craipeau, Michel Etienne, Victor Fay, Gilbert Hercet, Dominique Lambert, Victor Leduc, Michel Moussel, François Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 360

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque

38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

quel combat pour l'unité

Définitivement enterré le Programme Commun ?
Impossible un accord ?
Le pire est toujours possible. Pourquoi ?

Une reprise de l'actualisation du Programme commun semble désormais peu probable. A l'évidence, chaque parti s'engage maintenant dans l'affirmation de ses positions propres en vue de l'affrontement de mars 78. La loi électorale contraint certes au désistement réciproque lors du second tour ; il s'agit là d'une règle ancienne et qui devrait finalement être respectée. Une base objective existe donc pour la reprise, à un moment donné, de négociations sur un objectif limité. On peut cependant aisément prévoir qu'une telle reprise, si elle a effectivement lieu, sera extrêmement âpre : les intérêts électoraux en présence n'étant pas complémentaires, mais souvent contradictoires. De plus les bases politiques d'un accord sont aujourd'hui loin d'apparaître comme évidentes. La gauche étant virtuellement majoritaire et le Programme commun encore présent dans les mémoires, un simple appel à « battre la droite » ne saurait fournir la base politique d'une nouvelle négociation (des appels parallèles de désistement, rien de plus). Mais un accord politiquement plus ample poserait inévitablement les questions d'orientation gouvernementale sur lesquelles l'actualisation a buté et que le contexte de l'élection de mars 78 impose. Si la perspective d'un gouvernement PC-PS achoppe sur l'actualisation du Programme commun, on ne saurait pour autant ignorer qu'un gouvernement socialiste homogène, nécessairement marqué de la bienveillance giscardienne, ne recevrait certainement pas un soutien — même critique — du PCF.

La construction d'une nouvelle unité exige par conséquent que les rapports de force évoluent au sein même du camp populaire ; d'où la nécessité d'une clarification politique de masse sur les contenus et les axes des plates-formes unitaires. Tel est le sens des initiatives du PSU, notamment de son « Appel aux travailleurs » actuellement diffusé à un million d'exemplaires. Les premières informations qui nous parviennent indiquent que l'écho rencontré par cet appel est plus qu'encourageant. Car la rupture de l'unité construite autour du Programme commun amène nombre de travailleurs à dépasser les réactions de pessimisme et de découragement des

premiers instants pour aborder une réflexion critique sur l'expérience unitaire.

Fini le marginalisme

Il est aujourd'hui plus aisé de montrer que l'unité ne saurait se réduire à des accords de sommet, aussi importants soient-ils. Que le débat démocratique et l'information des travailleurs appellent d'autres initiatives que les joutes télévisées des leaders. L'unité sans structure à la base reste forcément fragile parce que superposée mais non réellement intégrée au mouvement social. On peut bavarder sur « l'expérimentation sociale » tout en développant au plan politique un projet débouchant sur la perpétuation des struc-



tures hiérarchiques de pouvoir. L'autogestion se réduit à un slogan si le champ politique lui échappe. On ne fait pas du capitalisme d'Etat plus de l'autogestion, tel était bien notre débat avec le Programme commun. Certains, en 1974, disaient : « fini le marginalisme, les autogestionnaires doivent tous entrer au Parti socialiste pour le changer de l'intérieur ! » Le CERES y était déjà, le « courant des assises » volait, lui, au secours de la victoire. Que reste-t-il aujourd'hui de ces projets, quelle empreinte autogestionnaire ont-ils imprimé au PS, et quel avenir peuvent-ils aujourd'hui espérer ?

La « soiarisation » du PS

Car ne nous y trompons pas, la question centrale de l'évolution des forces populaires en France est bien la « soiarisation » du PS. Lorsque Gaston Defferre déclare que son parti, sans alliance avec le PC, atteindrait 35 à 40 % des voix, nous nous trouvons en face d'un projet politique cohérent. L'expérience municipale marseillaise de mars dernier en a d'ailleurs fourni une éclatante démonstration. Mais ce projet n'est pas de pure tactique électorale ; la récente confrontation sur l'actualisation du Programme commun en révèle d'ailleurs indirectement les fondements.

Car les propositions du PS en matière de nationalisations sont certes très cohérentes avec ses positions sur la hiérarchie... mais fort peu autogestionnaires. Personne n'a dégagé l'unité de perspective qui relie par exemple la position sur l'indemnisation de l'actionnariat, la politique des prises de participation et la nomination par le gouvernement des directeurs d'entreprises nationalisées. Or nous sommes là en présence d'une stratégie de capitalisme d'Etat dans sa version social-démocrate (d'ailleurs différente de la version communiste aujourd'hui plus connue). Pourquoi ? Précisons pour les exemples cités :

• **L'indemnisation de l'actionnariat :** la proposition du PS de transformer les actions en obligations indexées sur les résultats de l'entreprise réduit à néant toute forme, même embryonnaire, d'appropriation sociale des moyens de production et donc d'autogestion. Très directement, l'indexation, en fixant les obligations à l'entreprise, interdit toute politique de restructuration industrielle non capitaliste : imaginons la campagne de presse contre un gouvernement de gauche qui « lèserait » les droits des petits actionnaires !

• **la prise de participation :** il est plus qu'abusif de confondre prise de participation et nationalisation. La première, en conservant à l'entreprise son caractère de société de droit privé, laisse l'entreprise totalement intégrée aux mécanismes de la circulation du capital. D'où l'impossibilité, ici aussi, de procéder à une politique de restructuration industrielle non capitaliste (fusion d'entreprises nationalisées, rattachement d'un secteur de



l'entreprise à une autre société mieux adaptée, etc.). De même l'entreprise restant de droit privé ne saurait procéder à de profondes réformes internes comme l'élection de la direction par les travailleurs, ce que permet la nationalisation.

• la désignation du directeur des entreprises nationalisées sur une liste

restreinte (trois ou quatre noms) fixée par le gouvernement ne peut évidemment pas conduire à l'autogestion. Il serait grave que des voix ne s'élèvent pas dans les rangs socialistes pour s'opposer à une disposition aussi outrageusement bureaucratique. La crainte du « bunker communiste » dans les entreprises natio-

nalisées ne saurait justifier une telle proposition : on n'empêche pas le monolithisme en fuyant la réalité du mouvement social. Ce n'est pas moins, mais plus de contrôle des travailleurs, d'autogestion, qui peut demain permettre de combattre la bureaucratie ; et ce d'où qu'elle vienne. Tel est à notre avis le sens que devrait prendre la *nationalisation* dans la perspective de la *socialisation*.

L'œcuménisme de gauche

Mais ces « glissements » ne sont eux-mêmes que le produit de l'absence d'une stratégie offensive des partis de gauche face à la crise. Le Programme commun élaboré dans une période d'expansion capitaliste avait escamoté une série de problèmes qui aujourd'hui s'avèrent décisifs pour la construction d'une alternative de gauche. Le développement de la crise, loin de conforter les bases d'un front antimonopoliste, comme le croyait le PCF, a au contraire engendré une certaine dispersion des forces et couches sociales insuffisamment unifiées par suite des incertitudes du projet politique.

La dénonciation des « responsabilités » dans la rupture et les appels à « l'œcuménisme de gauche » seront sans effet si ces questions ne sont pas aujourd'hui très clairement posées. Pour y parvenir le courant autogestionnaire doit se rassembler. Telle est bien la proposition du PSU.

Serge DEPAQUIT ■

vivre, produire, travailler autrement

« Vivre, produire et travailler autrement » : des mots simples pour exprimer les aspirations autogestionnaires qui apparaissent à travers les luttes des travailleurs, des femmes, des jeunes, des nationalités, des écologistes... Parce que la victoire possible de 1978 doit prendre en compte la dynamique de ces luttes, la Direction politique nationale d'avril a décidé d'en faire le thème de la campagne du PSU pour l'année qui commence.

Affirmer les réponses autogestionnaires, au moment où les divergences stratégiques entre PCF et PS apparaissent en pleine lumière, devient un objectif essentiel. En effet, l'obstacle auquel nous nous heurtons depuis des années, le Programme commun comme ciment de l'unité, se lève et permet de montrer la crédibilité de l'autogestion. Il serait grave de se replier sur nous-mêmes, alors que le débat politique est lancé. Chaque section doit aborder avec audace la campagne.

Une enquête pour une confrontation directe

Mais de quelle campagne s'agit-il ? Il ne suffit pas de dire aux travailleurs : « voyez comme l'autogestion correspond à vos aspirations ». Ce langage n'est pas compris. Il nous faut changer en créant une confrontation directe avec les hommes et les femmes dans les entreprises, les quartiers et les campagnes.

Pour ce motif, il a été décidé de mener la campagne sous forme d'enquête. Nous ne sommes ni l'IFOP, ni un bureau d'études. Mais l'enquête est un impératif pour en finir avec un langage hermétique et des réponses plaquées. Sortir du petit monde militant, c'est la condition pour être entendu. Ce travail a donc de multiples intérêts :

— *aider à connaître ce qui se passe*, afin de définir avec la population les priorités d'actions et mettre à l'épreuve de la réalité nos propositions programmatiques ;

— *renouveler le travail politique* : qui d'entre nous n'a pas senti, le dimanche, sur un marché l'impossibilité de contacter les gens ? L'enquête permet de rechercher de nouveaux modes d'intervention ;

— *stimuler l'action collective* : en s'adressant à un groupe précis sur un thème précis — les jeunes d'une MJC, les travailleurs d'une entreprise nationalisable, des mères de famille sur la garde des enfants... —, il est possible de susciter des regroupements et d'avancer des revendications.

— *de confronter aux autres propositions celles du Programme commun*, afin de situer divergences et convergences et de définir les bases d'une action unitaire, celles des forces autogestionnaires, afin de faciliter rassemblement, préparer les états généraux, d'œuvrer à la création du Front autogestionnaire pour les élections ;

— *développer l'initiative des sections et fédérations*, afin qu'elles définissent les formes et les lieux d'intervention les plus appropriés.

Forger l'unité populaire

C'est donc bien toute notre politique qui peut s'exprimer et s'unifier dans cette campagne : le débat sur le programme, le rassemblement des autogestionnaires, la préparation des élections, le développement de l'unité.

« Vivre, produire et travailler autrement » : un moyen de donner un contenu concret à l'unité populaire.

Pascal GOLLET ■

l'espérance syndicale

Le clash de l'Union de la gauche va-t-il brouiller CGT et CFDT ?

Les mornes matins seraient-ils différents ? Beaucoup de travailleurs, de militants syndicaux se posaient cette question en observant les progrès de la gauche dans les sondages. Les certitudes d'un changement s'opposaient aux doutes. Un débat naissait, plus particulièrement entre cégétistes et cédétistes. Les premiers, sûrs du Programme commun, de sa logique, ne comprenaient pas, réfutaient les exigences des seconds sur le contenu du socialisme. Mais peu à peu, le désir d'unité a fait son chemin, comme simple réflexe d'autodéfense. Peu avant les vacances, les deux centrales se reconnaissaient bien des points communs dans leurs plates-formes respectives.

La rupture de l'Union de la gauche va-t-elle casser les rapprochements opérés au cours d'années d'unité d'action ? Probablement pas. Mais il va faire resurgir les grandes différences stratégiques. La manière dont les responsables CGT et CFDT ont réagi la semaine dernière, le laisse supposer.

La CGT a réaffirmé sa fidélité au Programme commun et pris position dans la querelle des nationalisations en faveur du PCF pour ce qui concerne l'extension aux filiales. Mais tout ceci a été affirmé sans excès, ni zèle intempestif. « Nous ne tenons pas à distribuer le blâme ou l'éloge », affirmait Henri Krasucki le 26 septembre. Pourtant, sur le terrain, les choses sont plus claires. Tous

les militants cégétistes du PCF se sont unanimement mobilisés en faveur de la nouvelle offensive de leur parti. Le zèle a été poussé jusqu'aux manifestations devant le siège du PS : zèle vite tempéré, modéré par leur direction. Mais à la base, la pression va continuer. Elle aura deux cibles : montrer aux cédétistes que leurs objectifs originaux (réduction de la hiérarchie, conseils d'atelier, démocratie dans l'entreprise...) ne sont pas repris par le PS ; et continuer à enfoncer le clou pour l'extension des nationalisations.

La CFDT est dans une position bien plus complexe. N'ayant pas signé le Programme commun, ayant critiqué sa logique, elle aurait pu, mieux que la CGT, attendre et voir. Mais paradoxalement, de nombreux militants ont été saisis d'angoisse. Pour eux, l'unité, c'est la victoire de la gauche. Leur réaction de désarroi citée par Edmond Maire dans *Le Nouvel Observateur* de cette semaine est la suivante : « Il n'est pas possible de faire ce cadeau aux patrons et à la droite. »

Voilà pourquoi, le lendemain matin de la rupture, la direction de la CFDT lançait un appel pour un accord. Refusant qu'on achoppe sur des problèmes de formes (nombre de nationalisations par exemple), elle entendait qu'on reprenne ces problèmes au fond.

En fin d'après-midi, un nouveau communiqué affirme que « les propositions du PS sur le champ des nationalisations

ne justifient pas un refus total de la part du PCF, ni une attitude sectaire du mouvement syndical. » Il est interprété pour ce qu'elle est : un choix en faveur du PS dans la querelle. Cette attitude choque de nombreuses organisations CFDT. Qui le font savoir. Le samedi, sans se dédire, Edmond Maire affine sa position. A la radio, il réaffirme les inquiétudes de la CFDT devant les attermolements du PS pour un profond changement. Mais l'impression demeure : la direction de la CFDT a choisi un camp : celui du PS. Elle se trouve confirmée par l'éditorial de *Syndicalisme-Hebdo* de la semaine dernière quand la commission exécutive, s'adressant au PS, lui dit : « Le parti socialiste serait mieux entendu si, au lieu d'apparaître le plus souvent modéré, en retrait par rapport au Parti communiste, il apparaissait par ses propositions plus spécifique de la dimension autogestionnaire à donner aux transformations à réaliser demain. »

Le PCF pour sa part presse la CFDT de se prononcer contre le PS. La tribune de Claude Poperen, membre du bureau politique du PCF, dans *Ouest-France* du 26 septembre, en témoigne : ...« En exigeant que le P-DG soit désigné sur liste proposée par le gouvernement, en refusant les comités d'ateliers proposés par la CFDT, le Parti socialiste en reste au centralisme bureaucratique, à l'étatisation, tournant le dos à la soif de démocratie, de responsabilité, des travailleurs, à toute conception autogestionnaire... ».

Pression mal ressentie d'ailleurs à la CFDT où la méfiance à l'égard des communistes ne se dissipe pas du seul fait que ces derniers parlent un langage à certains égards nouveau. Mais cette méfiance justifiait-elle le satisfecit donné au PS ? De nombreux militants ont pensé que non et jugé que leur direction s'était aventurée un peu vite en considérant implicitement comme acceptables les propositions du PS sur les nationalisations.

Au lieu d'armer ses militants à la base contre les arguments du PCF, les dirigeants cédétistes les ont placés sur la défensive. Il est difficile de nier aujourd'hui que l'offensive du PCF, les dirigeants cédétistes les ont placés sur la défensive. Il est difficile de nier aujourd'hui que l'offensive du PCF n'était pas délibérée, prête à être relayée partout, surtout dans les entreprises. Voilà pourquoi l'unité syndicale elle-même va s'en ressentir. Il est significatif que chaque centrale syndicale ayant souhaité une reprise d'un dialogue unitaire à partir des préoccupations réelles des travailleurs, se soit d'emblée située en faveur du PCF ou du PS.

Or il est vrai qu'il dépend aussi de la force du mouvement social, donc du mouvement syndical, que la gauche réponde à cette « espérance » qu'Edmond Maire évoque dans *le Nouvel Observateur*. Pour éviter que la droite « ait son cadeau », les syndicats devront effectivement intervenir plus nettement sur les choix que la gauche doit faire.

La poignée de mains d'Henri Krasucki et Edmond Maire. C'était en mars 1974.





photo A.F.P.

après Furnon, Dazin

Dans la Somme, les patrons routiers ne sont pas sympas

Furnon s'est illustré dans la défense des PME et l'antisindicalisme. A Dobelle, entreprise de transport routier de 130 salariés, dans la Somme, Dazin, P.-D.G. et principal actionnaire, suit ses traces. Une section syndicale C.F.D.T. est créée début 1974. Il lui oppose un syndicat bidon, bientôt reconnu comme non représentatif par les tribunaux. Depuis, la lutte patron-section syndicale n'a pas désespéré.

En 1975 : 161 jours de mise à pied pour les délégués syndicaux et 2 procès-verbaux de l'inspecteur du travail pour entrave à la liberté syndicale. Seule revendication acceptée : l'achat d'une paire de bottes pour que les cinquante chauffeurs puissent laver leur camion. Mais attention : une paire unique : de pointure 52 pour que tous puissent la mettre !

En 1976 : tous les sièges ouvriers au comité d'entreprise sont conquis par la C.F.D.T. (plus un suppléant cadre). Cela ne fait qu'accroître la hargne de Dazin. Les mises à pied recommencent. Le patron refuse de réintégrer un délégué malgré les avis multiples de l'inspecteur du travail. Le délégué syndical Christian Paret est muté depuis 74 à cinq kilomètres du centre de l'entreprise. Le représentant syndical Yvon Mille est sans travail depuis juillet 76 : « on » a même déménagé tout son service au sous-sol pour l'isoler dans son bureau ! Enfin le 7 octobre 1976, 60 % du personnel fait grève. Lettre du P.D.G. à tous les employés : « Vous feriez mieux d'en avoir dans le pantalon plutôt que de suivre

Mille et Paret. Si l'entreprise en avait les moyens, je vous payerais un voyage en U.R.S.S., vous comprendriez peut-être et vous ne seriez pas gênés par une grève ! »...

En 1977 : les horaires et le salaire du représentant syndical au comité d'entreprise sont diminués (500 F en moins par mois). Les procès-verbaux de l'inspecteur du travail restent lettre morte... Les délégués C.F.D.T., le syndicat des transports C.F.D.T., la Fédération des transports, le comité d'entreprise portent plainte : le 1^{er} juillet Dazin passe en correctionnelle.

Dazin reste plus de deux heures debout à la barre. Il avoue que cela lui aurait fait énormément plaisir de licencier les délégués C.F.D.T. (et d'autres...). Mais sa mémoire est toujours défaillante quand on lui demande de confirmer des faits précis. Sa défense consiste uniquement à attaquer les militants C.F.D.T. à mettre en doute leur travail, leur honnêteté (l'un aurait vendu la clientèle à un concurrent !). Bref, c'est le procès des militants C.F.D.T. !

Le 19 septembre, le tribunal conclut à la responsabilité de Dazin. Quinze jours de prison avec sursis, 1 000 F d'amende, 1 000 F de dommages et intérêts à chacun des délégués C.F.D.T., à la fédération des transports et au syndicat ; et, pour lettre diffamatoire (citée plus haut), 500 F d'amende et 300 F de dommages et intérêts à chacun des délégués et au syndicat et à la fédération des transports C.F.D.T. C'est donné !

Car ces peines dérisoires ont peu de

chance de dissuader les apprentis-Dazin. Moins rares qu'on ne croit : « Les transporteurs chiliens nous ont montré la voie à suivre » a-t-on dit à un congrès de patrons du Transport !

De notre Correspondant dans la Somme

hacuitex mobilise

Sombre bilan dans le textile
Des travailleurs décident d'agir en octobre

Au cours de leur dernière conférence de presse, les responsables de la fédération C.F.D.T. Hacuitex ont dressé le bilan de la situation dans leurs professions. Il en ressort que sur tous les plans les travailleurs sont en butte à l'offensive patronale.

Offensive contre l'emploi : 67 400 emplois supprimés en deux ans ; s'y ajoute le chômage partiel qui a touché en avril 1977 près de 30 000 salariés de ces secteurs.

Offensive contre les conditions de travail, puisque la productivité est passée de l'indice 100 en 1970 à 140,2 en 1976. Un exemple mérite d'être cité : dans une entreprise de confection de pantalons, le gain de temps pour produire un pantalon s'élève à 26 %. On connaît les conséquences : cadences, parcellisation des tâches, rendements, etc.

Offensive sur les salaires : le plan Barre marche à fond la caisse. Les retards sur les autres branches pour les gains horaires moyens étaient de 13,8 % dans le textile, 23,5 % dans les cuirs et peaux et 30,2 % dans l'habillement. Des grèves ont éclaté récemment dans certaines entreprises parisiennes sur ce point : chez Manuviel et Christian Dior.

Répression syndicale : les « Furnon aux petits pieds » se multiplient : refus du droit syndical, menaces physiques, répression individuelle, féodalisme, etc. C'est contre cette situation que la C.F.D.T. entend protester et agir, d'autant que de nombreux conflits de longue durée sur l'emploi se poursuivent : Drefrene, Schlumpf, Montefibre, Réo, Rhône-Poulenc, les unités de Grenoble, Albi, Bezons et Besançon sont menacées alors que 600 tonnes d'acétate sont importées chaque mois en France. Chez Boussac, des mesures de licenciements (avec ou sans reconversion) sont prévues à Nomeixy, Thaon, Epinal et Vincey (900 travailleurs seraient touchés).

Voilà pourquoi la semaine du 10 au 15 octobre verra des milliers de travailleurs de cette branche dans l'action (avec un temps fort le 14). Ils se battront pour l'ensemble de leurs conditions d'existence et pour que des solutions soient trouvées, pour que leurs branches ne disparaissent pas.

un siècle de tentation apolitique

Entre un protecteur de la nature et un écologiste
il y a souvent la même différence
qu'entre un giscardien et un socialiste
révolutionnaire

La plupart des grands moyens d'information et des hommes politiques ont découvert les écologistes au début de 1977. Après quelques commentaires intéressés lors de l'élection législative partielle du cinquième arrondissement de Paris en novembre 1976 et après beaucoup de condescendance lors de la candidature de René Dumont en mai 1974. Ces journaux et ces politiciens qui se sentent obligés de se barbouiller hâtivement en vert, parlent et commentent souvent les difficultés de notre biosphère comme s'ils avaient « inventé » les écologistes.

Heureusement pour nous, les écologistes ne sont pas nés en 1977, ni même en 1974. Les mouvements actuels, dans leurs différences comme dans leurs convergences, sont les héritiers d'une longue histoire. A quelques mois d'élections qui verront de nouveau une partie de ces écologistes intervenir dans le jeu politique, il est important de commencer à comprendre ce que sont et d'où viennent ces associations qui inquiètent la plupart des partis.

C'est en 1854 qu'un certain Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, qui a donné son nom à la rue qui borde le Jardin des Plantes à Paris, a fondé la Société Impériale zoologique d'acclimatation, reconnue d'utilité publique dès l'année suivante, considérée comme l'ancêtre de toutes les associations de protection de la nature.

Que cette société, devenue peu avant la première guerre mondiale la Société nationale de protection de la nature, ait été créée par des scientifiques du Muséum d'histoire naturelle, n'est pas sans importance pour l'évolution de la préoccupation écologique. Aujourd'hui encore, nombre de « spécialistes » de la nature refusent à priori toute compétence à ceux qu'ils appellent des « écologistes amateurs », expliquant que l'écologie ne peut et ne doit être qu'une science du milieu naturel. Ce qui exclut, à leurs yeux, toute interférence d'une spéculation philosophique, politique ou idéologique.

C'est au nom d'une nature neutre et d'une science apolitique que les sociétés savantes, les sociétés de protection de la nature régionales ou départementales se

sont, pendant des dizaines d'années, penchés avec gravité sur le sort des animaux et des végétaux sans vouloir ni pouvoir mêler les hommes ou l'organisation économique et sociale qu'ils se donnaient à leurs études ou spéculations. Qu'il s'agisse du lion d'Abyssinie, de la fourmi du Sénégal, du lièvre blanc ou des plantes rares de la forêt de Fontainebleau, l'homme n'apparaissait que comme un prédateur maladroit, surtout coupable de priver des savants de leurs objets d'études.

Entre les deux guerres, les accusations lancées contre les destructions étaient encore bien timides. Il fallut attendre le début des années cinquante pour que les associations de pêcheurs à la ligne portent les premières des accusations plus précises, préoccupées que leurs adhérents étaient de la rapide dégradation des rivières et fleuves français. Mais malgré tout, la parution en France, en 1956, du livre de Rachel Carson, *Le printemps silencieux*, premier réquisitoire contre les pollutions, ne souleva pas un grand intérêt.

Protection

Il a fallu attendre le début des années soixante pour que commencent à se former de plus nombreuses associations de défense : ce fut le temps de la *protection de la nature*, démarche considérée la plupart du temps comme parfaitement apolitique. Mais, très rapidement, des précurseurs passèrent de la protection de la nature à une nouvelle notion, celle de la *défense de l'environnement*. C'est à cette époque que de nombreuses « sociétés », dont certaines existaient depuis plusieurs dizaines d'années, se regroupèrent au sein de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN). Cette organisation, qui existe toujours, a vu officiellement le jour en 1968. Trois ans plus tard, devant la montée du nombre des associations de défense, et aussi devant l'accumulation des problèmes, était créé un ministère nouveau : celui de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est également au cours de cette année, en 1971, que se créa en France l'association des Amis de la Terre, filiale — à l'époque — des « Friends of Earth »

américains qui, eux, se battaient depuis plusieurs années contre la pollution et déjà contre le nucléaire.

Mais il faut rappeler, pour le nucléaire, qu'une association « de refus » s'est constituée en France dès 1962 : il s'agit du groupement « Protection contre les rayons ionisants » qui prêche courageusement dans le désert contre cette nouvelle forme d'énergie dont la presse et les journaux s'émerveillent sans retenue, l'opposant à la maléfique bombe atomique.

Toujours au début des années 1970, un « nouveau journaliste » plaide de plus en plus efficacement contre les pollutions, le risque atomique et la course à la croissance : il s'agit de Pierre Fournier qui écrit dans les colonnes de *Charlie-Hebdo*. Et c'est le 10 juillet 1971 que les militants écologiques sortent pour la première fois de l'ombre. Ils sont plus de 15 000 à manifester contre la construction de la centrale nucléaire de Bugey, à l'appel de Pierre Fournier qui, un an plus tard, quittera *Charlie-Hebdo* pour fonder la *Gueule Ouverte*.

Aux protecteurs de la nature, puis aux défenseurs de l'environnement, succède donc une nouvelle génération : les écologistes que l'on commence à désigner sous ce nom. C'est le début du grand divorce avec la simple « protection » du passé : des nouveaux venus et des anciens qui se radicalisent, commencent à mettre vigoureusement en cause un type de société, un type d'économie et de développement, les modes de production.

Malgré tout en 1972, aux conférences parallèles et sauvages qui complètent la grande conférence des Nations unies sur l'Environnement humain à Stockholm, les groupes et associations français sont étrangement absents. Ceci au moment où des écologistes anglais, allemands, américains, scandinaves, africains ou canadiens, nombreux dans la capitale suédoise mettent vigoureusement en cause la société industrielle, les rapports des pays riches avec le tiers monde, évoquant également la tragédie de Minamata, l'écocide perpétré au Vietnam et les problèmes posés par l'explosion démographique et un épuisement prévisible d'un certain nombre de ressources. C'est aussi, toujours en l'absence des Français, la première critique « de gauche », quelques mois après sa parution, du premier rapport du Club de Rome.

En dépit de cette lacune au niveau de la réflexion, le fossé se creuse sérieusement entre les membres des Amis de la Terre et les groupements similaires d'une part, et les sociétés traditionnelles d'autre part. Disons pour simplifier que les premiers attirent des militants tandis que les secondes conservent des adhérents. La radicalisation se poursuit plus ou moins confusément jusqu'en 1974.

Politique

A ce moment quelques écologistes des Amis de la Terre, de l'Association des journalistes pour la protection de la nature et de l'environnement et du groupe Pollution-Non décident de préparer la candidature d'un écologiste à la Présidence de la République. C'est René

Dumont qui accepte, quelques jours après la mort de Pompidou, d'être le porte-parole de ce petit groupe qui s'élargit très rapidement.

Cette opération, qui révélera une première fois la force et l'impact de la préoccupation écologique, aura comme immense avantage de contraindre de nombreuses associations à choisir entre l'apolitisme confortable et l'engagement, puisque la candidature de René Dumont se fait sur un slogan de principe : *l'écologie est politique*.

D'un côté on retrouve donc des organisations comme la Fédération des sociétés de protection de la nature ou le Comité de la Charte pour la nature de Philippe Saint-Marc qui refusent la notion de politisation et de l'autre des groupes comme les Amis de la Terre, les premiers mouvements anti-nucléaires et quelques associations dissidentes de la F.F.S.P.N., Ecologie et Survie, l'APRI, la Fédération des Usagers de Transports, qui soutiennent René Dumont et participent activement à l'élaboration de sa plate-forme électorale.

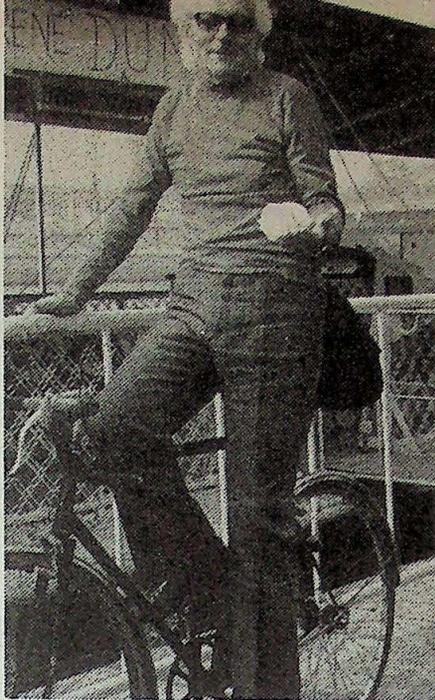
Rupture

Des comités de soutien naissent un peu partout en France ; et au mois de juin, dans la foulée, les Assises de Montargis essaient de mettre sur pied un vaste mouvement écologique fortement décentralisé. La tentative échouera en grande partie sous l'action d'un petit groupe de libertaires qui refusent toute forme d'organisation, décourageant de nombreux militants présents à Montargis. Il ne restera de cette tentative qu'un « Mouvement écologique » à la représentativité assez discutable et de nombreux groupes qui se tourneront avec succès vers des luttes locales sans conserver de liens avec une structure nationale. D'autres, enfin, se joindront aux Amis de la Terre qui sortent renforcés de l'échec des Assises de Montargis.

Cette campagne électorale et le bouillonnement d'idées et d'affrontements qui l'a suivie aura consommé la rupture entre les protecteurs traditionnels et les écologistes militants, même s'ils se rencontrent de temps à autre pour des luttes concrètes.

Depuis 1974 les associations et les groupes se sont multipliés, mourant et renaissant au hasard des luttes locales et aussi des élections. Cantonales pour ce qui est de la région parisienne et de l'Alsace, municipales pour les autres régions.

En 1977 les partisans de l'apolitisme se retrouvent toujours à la Fédération Nationale des Sociétés de Protection de la Nature, au Comité de la Charte pour la nature qui est d'ailleurs moribond, à Nature et Progrès qui regroupe les partisans et pratiquants de l'agriculture biologique, à Maisons-Paysannes de France qui a éliminé ceux qui l'avaient incité à soutenir René Dumont ou à l'Union Régionale du Sud-Est pour la Sauvegarde de la vie et de la nature dirigée par René Richard et regroupant 150 associations locales. La plupart des responsables de ces associations modérées, qui représentent pas loin de



200 000 adhérents, se contentent des postes qui leurs sont désormais offerts dans quelques organes de concertations où le pouvoir les berce de bonnes paroles. Mais il faut remarquer qu'un certain nombre de membres de ces regroupements, notamment en Alsace, pratiquent la double appartenance et militent en même temps dans des associations plus radicales et plus politisées. Le phénomène se reproduit dans le Nord, en Bretagne et dans la région lyonnaise. Ainsi le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin, très actif, promoteur de radio-Fessenheim, adhère à la fois à la Fédération Nationale des Sociétés de la Protection de la nature et au très radical Mouvement écologique...

Sous-marins

Ensuite, on trouve des associations comme SOS-Environnement, implanté à Paris et dans sa banlieue. Ceux-là ne récusent pas le jeu politique : ils en font même beaucoup. Ils ont été les premiers à tenter l'aventure des élections après la candidature de Dumont. Et depuis les cantonales, ils sont de tous les scrutins et ont annoncé depuis juin leur volonté d'être présents aux législatives. Ils constituent, avec beaucoup d'apports centristes et parfois crypto-majoritaires, une tentative évidente de créer ou susciter quelque chose qui hérisse de nombreux écologistes : un parti écologique « sérieux ». Ce sont les gens de SOS-Environnement, alors regroupés dans le Bureau de liaison des associations de protection de la nature de la région parisienne, qui ont contribué à l'édulcoration du programme municipal de Paris-Ecologie, cartel électoral aujourd'hui disparu dont ils étaient partie prenante.

À l'autre extrémité de la nébuleuse écologique on retrouve le Mouvement écologique issu de la campagne Dumont, les Comités Régionaux pour l'Information Nucléaire et les Amis de la Terre dont les sept à huit mille militants sont désormais regroupés dans une sorte de Fédération laissant toute initiative aux groupes locaux ou départementaux. Ceux-là rejettent toute forme d'apolitisme, quel que soit leur degré de

méfiance — il varie d'une ville, d'une région à l'autre — vis-à-vis des formations politiques. C'est chez eux que l'on retrouve beaucoup de militants du PSU et quelques uns du PS.

Outre les représentants des groupes locaux totalement autonomes, c'est à peu près exclusivement dans ces dernières associations que se recrutent les membres d'un nouveau cartel électoral, Ecologie 78, qui s'est définitivement constitué à Fécamp le 15 septembre dernier. Un regroupement qui veut coordonner la présentation d'un certain nombre de candidats aux prochaines législatives, candidats qui se heurteront souvent, si l'on considère l'état actuel des choses, à des représentants des associations plus modérées.

Le combat de l'écologie politique contre la protection de la nature est loin d'être terminé. Surtout si cette dernière sert de nouveau à masquer, comme parfois aux cours des municipales, le retour de l'apolitisme militant. Apolitisme qui est le visage le plus éculé d'une droite ayant décidé de récupérer au maximum le vocabulaire et la préoccupation écologique, tant en jouant sur l'attitude *décourageante* du PS et du PC. Les sirènes répètent de plus en plus fort que quelques « excités » ont tout gâché...

Quant aux écologistes qui se battent sur le terrain, ils prouvent encore souvent que l'on ne se débarrasse pas facilement d'une longue histoire, même lorsqu'on ne l'a pas vécue. Les prochaines élections seront donc probablement le théâtre d'un nouvel affrontement entre les sous-marins de droite, les adhérents et les militants, d'autant plus que ces derniers sont loin d'être tous convaincus que la lutte écologique sortira grandie d'une participation aux législatives.

C.-M. VADROT ■

Adresses

- *Mouvement écologique* : 65 boulevard Arago, 75013 Paris, regroupe surtout des associations de l'Est et du Sud-Est, publie irrégulièrement *Action écologique*.
- *Amis de la Terre* : organisation nationale, 117 avenue de Choisy, 75014 Paris, groupe parisien, 3 rue de la Bûcherie, 75005 Paris. Regroupe une centaine d'associations locales, publie *Le Courrier de la Baleine*. Ses militants les plus connus sont René Dumont, Brice Lalonde, Pierre Samuel, Serge Moscovici, Théodore Monod et Alain Hervé le rédacteur en chef du *Sauvage*.
- *Mouvement Ecologique Rhône Alpes* : 68 rue Mercière, 69002 Lyon. Son militant le plus connu est le Professeur Lebreton. Siège d'*Ecologie 78*.
- *Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature* : 37 rue Pujos, 17300 Rochefort. Présidée par François Ramade.
- *Société Nationale de Protection de la Nature* : 57 rue Cuvier, 75005 Paris. Publie le *Courrier de la Nature* et *La Terre et la vie*, une revue d'écologie appliquée.
- *Association pour la Protection contre les rayonnements ionisants* : 12 rue des Noyers, 77161 Guignes. Publie une revue trimestrielle.
- *S.O.S.-Environnement* : 35 rue du Bourg-Tibourg, 75004.
- *Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement* : 11 rue des Feuillantines, 75005 Paris.

et pourtant elle tourne...

Bologne à l'heure de la "questione giovanile"

Non, les étudiants du Movimento n'ont pas saccagé la ville. Et si trouble il y a eu, c'est dans la tête des camarades de la gauche traditionnelle...

Organisé en septembre par les militants du « Movimento » (c'est-à-dire le regroupement apartidaire et informel né de la révolte étudiante de mars 1977), le Colloque de Bologne avait pour but de réfléchir collectivement sur les perspectives d'avenir. Qu'il se tienne à Bologne, ville administrée par le PCI depuis vingt-cinq ans, avait une signification explicite évidente. L'attente des participants était à la hauteur des diverses mobilisations périphériques : mobilisation communiste pour dialoguer ; mobilisation policière (mais fort discrète) pour parer à toute éventualité. Les résultats immédiats furent plutôt décevants. Pouvait-il en être autrement ?

Trente mille pour « se tenir au chaud »

A la grande kermesse de Bologne, la nouvelle « nouvelle gauche » semble en effet bien muette... Bologne : la ville est pleine à craquer. Va-t-elle vaciller sous la pression de ses visiteurs d'un week-end ? Ils sont venus très nombreux, comme tout le monde s'y attendait — en l'espérant ou en le craignant : trente mille ? Peut-être plus. Une infime minorité se réclame d'un parti ou d'un groupuscule. Les autres, la grande majorité, a pris prétexte du colloque pour se retrouver entre soi, pour « se sentir nombreux » ; avides de découvrir des spirales d'analyse

sur le nécessaire *changement intégral* : venus surtout conquérir une forme d'unité sécurisante, même superficielle, pour pallier à la confusion des idées.

Dans la ville, une ambiance étonnante. On frôle parfois la parodie : Claire Bretécher ne renierait pas certaines scènes pour « Les Frustrés ». Mais aussi le sentiment d'une attente, d'un besoin réel de confrontation. Ni banderole, ni drapeau rouge : ambiguïté politique ? Non, symbole d'une volonté de rupture culturelle.

Au Palais des Sports, l'un des quatre « salons où l'on cause », les affrontements entre les « autonomes », partisans de la lutte armée et de la subversion permanente, et ceux — plus « politiques » ? — qui se reconnaissent dans le « Movimento », se font très violents. Pas d'ordre du jour : les affrontements surgissent à propos de tout et rien. Une chose est certaine : il ne pourra y avoir d'unité, même de façade.

Des intellectuels pour bâiller

Au cinéma Odéon, plus de deux mille personnes écoutent, mais surtout polémique, avec Maria Antonietta Macciocchi et avec les intellectuels. Les Français signataires du trop fameux appel contre la répression en Italie se font malmener ; ne devraient-ils pas balayer devant leur porte et lutter par exemple contre le

racisme en France, avant de parler de la tumultueuse Italie ? Réunion ennuyeuse, mal remplie par les banalités de Félix Guattari. Aucune innovation. Quand celui-ci, au plus haut de son exposé, s'écrie : « Qui sont les philosophes ? », la salle, d'une seule voix répond : « Ce sont ceux qui nous ennuient ! »... La seule proposition de ces intellectuels sera de créer une « Coordination internationale des dissidents et des oppositionnels ».

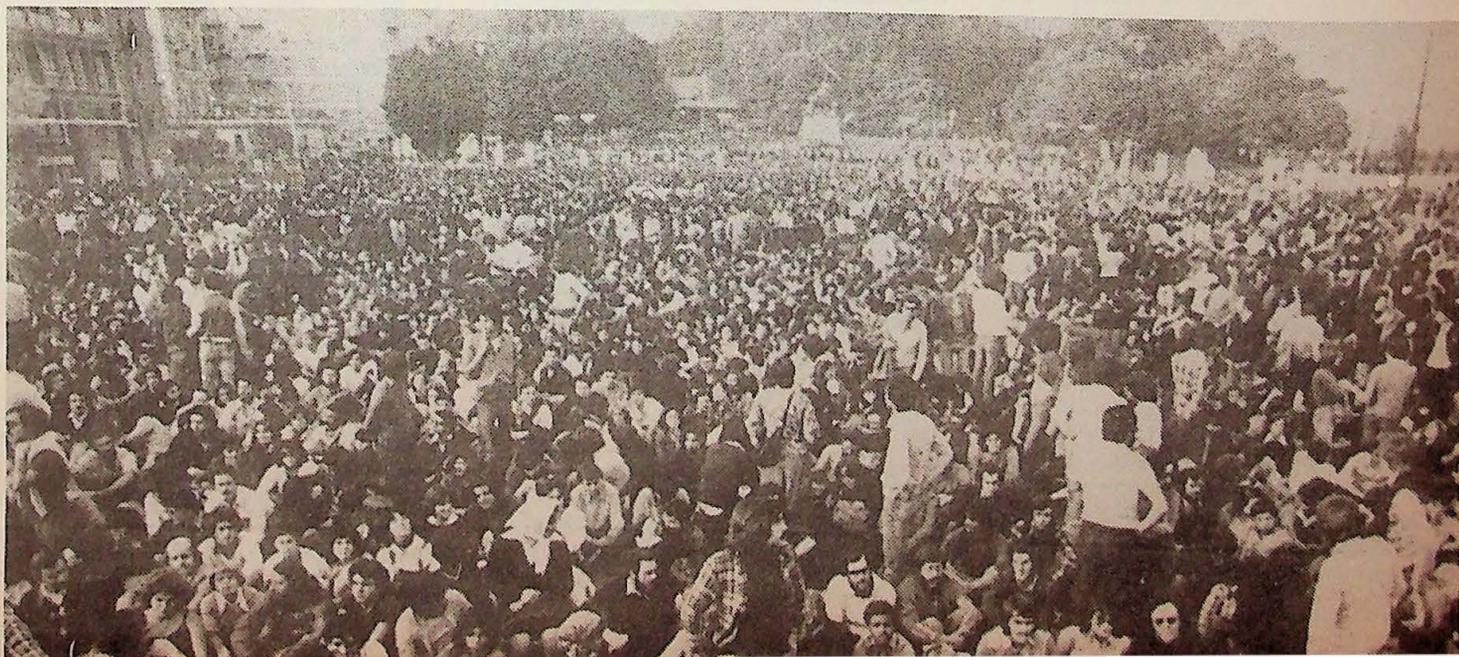
Questions neuves vieux discours

Qu'a pu, au total, retirer de ce colloque, la masse compacte de jeunes accourue à Bologne ? En fait, rien de positif et de constructif. Mais une confirmation : ils sont une force et une interrogation. Ils représentent l'un des plus gros problèmes que les gauches italiennes ont aujourd'hui à affronter : la « questione giovanile », le problème de la jeunesse. Lutte de générations ? Non. Inadaptation du discours et des réponses politiques, souvent sclérosés, des organisations traditionnelles ; les gauches italiennes sont donc sommées, par les jeunes, de se renouveler.

Le premier, l'étonnant Parti radical a tenté de prendre en compte — dans certains secteurs — cette interrogation nouvelle. En lui donnant une expression politique hors des chemins battus plutôt qu'en proposant vraiment des réponses ? Nos camarades du PDUP sont profondément conscients de la nécessité d'inventer des réponses neuves à des interpellations nouvelles. Et le PCI n'échappe pas aux convulsions qu'entraîne cette « questione giovanile », qui a ébranlé beaucoup de certitudes en Italie.

Une question qui déborde en fait les frontières de la Péninsule. En France, le phénomène « écologique » est aussi l'expression d'une recherche pour réduire l'inadaptation des discours anciens face aux besoins nouveaux. Les militants du PSU occupent en France une place stratégique pour répondre à ces préoccupations nouvelles. Elles sont aussi les nôtres, il faut les aborder de front.

Stéphane LYLLAN ■





les desarrois du PCI

Le temps du mépris pour les « marginaux » est-il fini au PCI ? Bien sûr, ce n'est pas si simple. Un reportage d'Il Manifesto traduit et adapté par Stephan Lyllan

« Ici, me dit un vieux militant du PCI, il y a un parti qui, de la Libération à aujourd'hui, a toujours eu raison. Maintenant, depuis mars, il est remis en cause et ceci l'ébranle profondément... » Quelques jours avant le colloque, lors d'une réunion de cellule, un jeune universitaire a déclaré : « Même si les jeunes qui vont venir à Bologne démolissaient l'université brique par brique, nous devrions continuer à discuter, parce qu'en mars, nous nous sommes trompés. »

Dans d'autres cellules, son de cloche différent. Malgré l'effort énorme fait par la fédération bolognaise du PCI pour convaincre tout le monde d'accepter la confrontation (chaque adhérent du parti a reçu au moins une lettre de son secrétaire de section), certains restent réticents : on va en découdre avec ces étudiants, surtout s'ils sont étrangers à Bologne !

Le vent tourne

Surtout, on est désorienté par le changement de cap du parti. Hier, on y dénonçait le « complot contre Bologne » dont les étudiants étaient le fer de lance. Et l'Unità peignait sombrement l'échéance de septembre, parlant de « squadristo (1) » et de « neuche sur Bologna ». Et tout d'un coup, changement ! On prône « l'ouverture » — sans guère fournir d'explication. Pourquoi

l'ouverture ? Et comment ? Sections et casa del popolo (2) se remplissent de militants (souvent venus des villages les plus reculés de la province) qui s'interrogent. Et puis, comment défendra-t-on la ligne du parti dans les débats ? Quelle attitude adoptera-t-on face aux « autonomes » ?

Un vieux militant ouvrier, visiblement inquiet, propose d'organiser « une grande manifestation de toutes les forces démocratiques pour soutenir la municipalité » menacée par les hordes apartidaires. Enfin, l'heure du colloque arrive. Et les nouvelles qui arrivent du centre-ville apparaissent tranquilisantes. Cette échéance qu'on redoutait ne peut-elle servir de redémarrage, permettre de « rouvrir le dialogue avec les étudiants », servir à réconcilier la ville avec les jeunes ? « Mars (3) est une blessure qui ne s'est pas encore refermée. Notre présence servira aussi à clarifier le mouvement des étudiants : ce qui permettra de marginaliser les partisans du P 34 » affirme un responsable communiste du quartier San Donato.

Entre le dialogue et la cogne

Mais pourquoi alors l'omniprésence du service d'ordre PCI ? Mobilisation « militante » et non pas « militaire » nous répond-on. Mobilisation pour créer des contacts avec la masse des citoyens de

Bologne et pour « faire avancer un climat démocratique ».

Oui, mais... Mais à l'intérieur des sections de quartier, l'ambiance est moins « ouverte » : « Nous sommes à l'intérieur de notre siège parce que c'est la garantie qu'aucune provocation ne mettra le feu aux poudres. » Ces militants de choc ne connaissent et ne comprennent pas bien « ces étudiants » : « Non, je ne les ai pas vus. Mais s'ils ont l'intention de faire comme en mars, cette fois nous ne les laisserons pas faire... »

À l'issue du premier jour du colloque, on apprend qu'au Palais des Sports se déroulent de très durs affrontements entre les « autonomes » et le reste du mouvement. Voilà de quoi tranquilliser les militants communistes ! Qui, du coup, se font gloire d'avoir, par leur mobilisation, assuré le calme : « Non, nous n'avons pas changé de position et rouvert le dialogue. Si, aujourd'hui, il y a ce climat à Bologne, une grande partie du mérite en revient à notre choix très ferme en mars. Il est aujourd'hui démontré que notre tactique, qui consiste à placer les étudiants face au problème de la démocratie, est payante. »

Et si on écoutait, pour changer ?

Pourtant un militant de base, plus modestement, reconnaît : « avec ce colloque, nous avons appris au moins une chose : que des couches marginales existent et qu'elles veulent se faire entendre. Il serait absurde que nous ne répondions pas. Nous — et je me battrais personnellement pour cela dans le parti — devons décider si notre rôle est seulement celui d'administrer. Il est absurde de ne pas lutter pour changer la société en se limitant à l'administration des institutions. »

(1) Squadriste : troupes d'assaut des fascistes.

(2) Casa del popolo : maison du peuple, lieux de rencontre créés dans chaque quartier et animés par les conseils de zone.

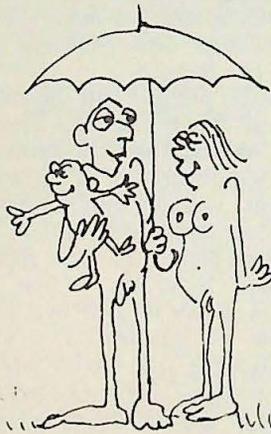
(3) Mars 77 : grande révolte étudiante qui eut pour moteur la lutte contre une réforme de l'enseignement supérieur présentée par le ministre démocrate-chrétien et soutenue par le PCI. Naissance du mouvement « autonome » nouvelle « nouvelle gauche » qui organisait le colloque de Bologne.

la télé : point de vue

Un dimanche de pluie, une bonne petite grippe. Qu'est-ce qu'on fait ? On regarde les gens payés pour nous faire rire à la télé...

A la télé, il y a des gens appointés pour faire rire : et des espaces-temps aménagés pour ça. Alors, comme il pleuvait ce dimanche, comme on couvait tranquille sa petite grippe, on s'est dit comme ça, pour voir, qu'on pourrait jeter un coup d'œil à *la Lorgnette*, de Jacques Martin and co ...

On avait le souvenir de quelques insolences du « Petit rapporteur », de quelques bonnes paires de claques sur les cuisses. Et bien, ça eût payé, mais ça paie plus... Les mêmes recettes n'y font rien :



la sauce ne prend plus, elle se fige dans le plat sitôt servie. Pourtant, Dieu sait si on est bon public ; si ce jour-là on était bien disposé !

Morosité fabriquée

Jacques Martin, essoufflé, suffisant, avait la langue pâteuse, l'esprit moins prompt que de coutume à s'attribuer les bons mots qui lui viennent aux oreilles... Son journal de la semaine avait la morosité fabriquée, les effets foireux de ceux de Roger Gicquel.

Pierre Bonte (ce bon apôtre ou ce faux derche ?) nous a présenté sa dernière trouvaille de province : une auteuse-compositeuse assez pitoyable. Pour soulever le public (assez morne) de *l'Empire*, où se déroulent ces joyusetés, Georges Guétary est venu chanter un des succès méconnus de la dame. On a vaguement compris qu'Ali en avait après une fatma qui s'appelait Fatima... Le pompier de

service a dû en pleurer dans son casque.

Piem, avec l'air de ne plus y croire du tout, n'a pas fait grand effort pour sauver ses gags dessinés. Et puis, on a eu droit à quelques reportages à fort taux d'aigreur. Tout cela, donc, ni subversif, ni même impertinent, ni gai-gai...

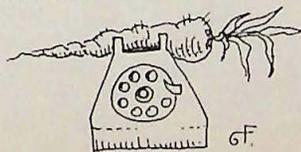
Décidés pourtant à nous détendre dans la tranche horaire prévue à cet effet, nous avons poussé plus avant sur Antenne 2 : *Pom-pom-pom-pom, Ces messieurs nous disent...* Désolant.

On se replia en désespoir de cause sur TF 1 où un film — une rediffusion — finit par nous accrocher : *Celui qui ne te ressemble pas*, de Georges Régnier. C'est l'histoire d'un bon jeune curé d'Auvergne (Jean-Pierre Sentier, excellent) amené à prendre le parti de gitans. Ça se termine mal : les gitans, ça meurt comme les indiens à la fin des films. Pourtant, les bons n'étaient pas trop bons ; les méchants pas si méchants que cela... Une œuvre simple, nuancée, intelligible. On n'en demande pas plus.

Fascisme affaire classée ?

Bon « scoop », pour l'équipe des *Dossiers de l'écran*, mardi (A 2) : on nous proposait *SS repréailles*, vous savez, ce film qui raconte comment Kappler, chef de la sécurité allemande à Rome en 1944, fit exécuter plus de trois cents hommes dans les grottes adréatiques... Ce même Kappler s'est évadé cet été de sa prison-clinique italienne.

L'uniforme SS, la botte nazie, c'est une affaire qui marche en ce moment. Suspense, petits frissons, Mastroianni et Burton en sus.



Le débat ? ma foi, en gros, entre la poire et le fromage, on a cru comprendre que le fascisme était une affaire classée ; que les repréailles en temps de guerre sont régies en bonne et due forme par une convention de la cour de La Haye ; que Kappler, tout compte fait, a obéi aux ordres...

Voilà, la télé, finalement, ce n'est pas une affaire de critique, ou de spécialiste. C'est l'affaire de tout un chacun qui, par bribes et séquences, se prend quelques images, quelques phrases au passage, selon le moment et l'humeur. Il faudrait tout de même examiner de plus près les programmes et se composer si possible des soirées intelligentes. Oui, faudrait ...

René LANARCHE

MTS COISES

Problème n° 33

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. Ne suivent plus les cours. II. On n'a plus rien à lui ; les premiers. III. Possessif inversé ; supprime. IV. Repassais, quoi ! V. Parcourues ; un bruit perturbé. VI. Voire illégitimes. VII. Sont là ; symbole ; roule grand. VIII. Proposa l'équarrissage pour tous ! IX. Elle rend propre. X. Peut être pavoine ; n'hésite pas.

Verticalement :

1. Plutôt oscillant. 2. Voyelle doublée ; vraiment tout retournés ; en peine. 3. Ça sonne ! 4. En tôle ; esprits ; possessif. 5. Début d'amitié ; peut être à tirer. 6. Allait ventre à terre ; un bout de pavé. 7. Conjonction ; remua. 8. De l'essence ; sacrée belle-mère. 9. Transpire dans un sens ; des mouvements parfois de masses. 10. Direction ; fabriquée.

Solution du n° 32

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	A	R	O	U	D	E	U	R	S
II	A	V	A	N	T	I			I	O
III	R	E	V	V		G	E	N	O	U
IV	A	N	E		P	I	P	E	S	
V	G	U	S	T	A	T	I	V	E	S
VI	O	E		E	M	A	N	E		E
VII	U		O	R		L	E	S	T	
VIII	I	N	S	C	R	I	T		A	B
IX	N	I	A		E	N	T	R	E	E
X	S		I	R	R	E	E	L	L	E

la bd de Cagnat

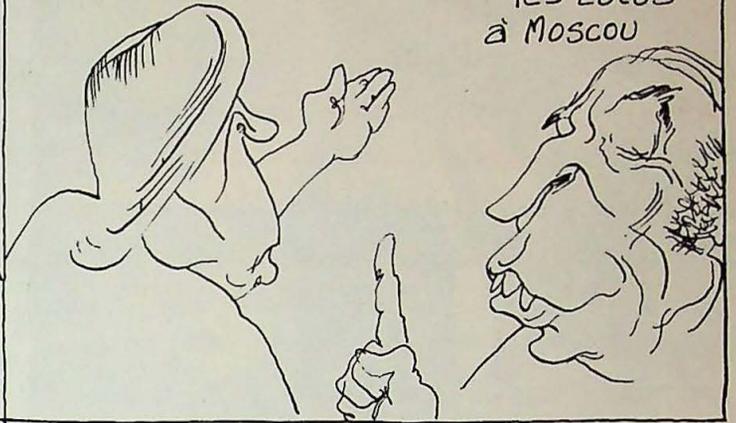
Mon pauvre Helmut
tu dois avoir bien
du tracés avec tout
ces terroristes

Ach! non
très bon, très bon, on
ne parle que d'eux! Tout
le monde est contre,
même les intellectuels,
Marcuse, Boll, Rudi Dutschke
.. brave petit gars Rudi..



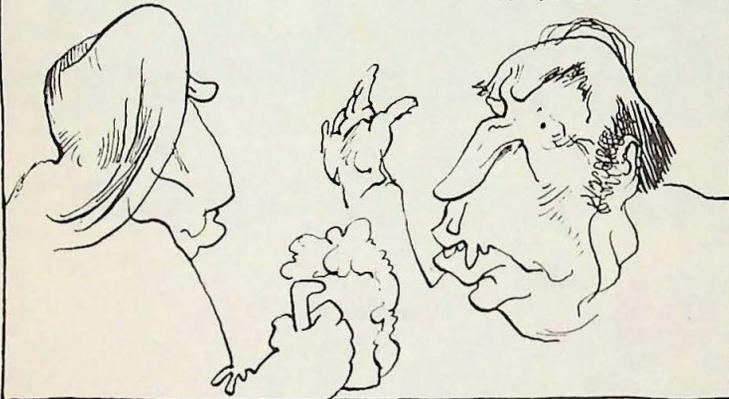
Regarde l'Italie, grand
Berlinguer le compromis historique,
contesté par sa base, jeunesses
communistes plus d'adhérents!

les cocos
à Moscou



Des radios libres partout
qui informent les gens de
ce qui les concerne, six
millions de chômeurs.

C'est
la voie ouverte
au fascisme!



Ach! Même pas!
les chômeurs refusent
de travailler, les extrémistes
n'obéissent plus à personne

Quand les bornes sont
dépassees il n'y a plus de limites.



ILS ne veulent plus d'élus
ILS veulent s'occuper de
leurs affaires eux même

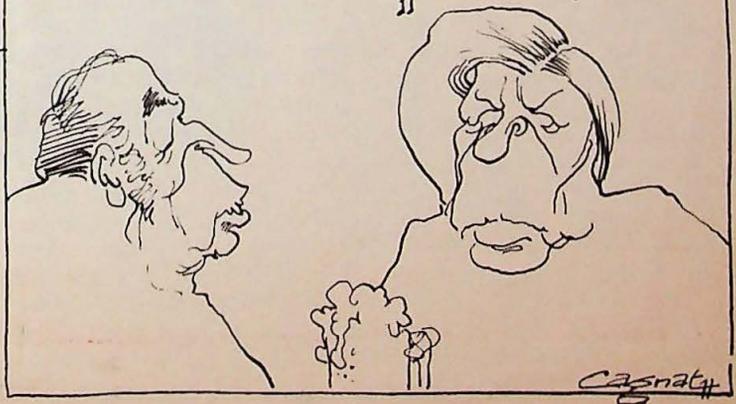
Tout fout
le camp



Et en France, ça boume,
le programme commun
tout ça ?..

Ouais..
Le train train...
Michel Sardou
va se marier..

Ach Michel!
Brave petit gars..
« Je suis pour... »



Cagnat



Bernard Lavilliers à l'Olympia

la révolte et l'amour

« Nous vivons au ras des pavés, n'ayant jamais connu la plage et jamais le roi des étés ne s'est inscrit au paysage. Nous avons la haine au profond, une haine fondamentale de la hiérarchie et des cons, du quotidien et du fatal ». Celui qui dit cela, c'est Bernard Lavilliers. Il sera le lundi 10 octobre à l'Olympia, à 21 h. Ça coûtera 25 F : 25 balles, pour tout le monde. Il s'est battu pour ça. « J'ai imposé le prix des places, mais il a fallu lutter ! Normalement je resterais deux heures sur la scène. Mais si les gens sont bien branchés, je resterais trois heures... » Mais à l'Olympia il n'ira qu'un seul soir. C'est lui qui l'a voulu. Le temps d'un cri, d'un corps à corps, d'un knock out. Parce que, faut vous dire, Bernard Lavilliers, il chante aussi avec ses poings. Pour cet ancien boxeur qui s'entraîne toujours trois fois par semaine, la poésie c'est ça ou rien : des images en pleine poire, une énorme violence qu'il rend lumineuse, dure comme le silex, fatale comme la lèpre de tous les jours. La grisaille des villes et le béton il connaît, les loubars il connaît aussi, et le shit, et la violence de classe dans la misère des banlieues ouvrières. « J'ai bossé pendant trois ans à la Manufacture d'armes de Saint-Etienne après avoir passé mon CAP de tourneur. Mon père y travaille toujours. » Quand il parle de son père, Lavilliers, son père qui est un vieux militant communiste, un vieux militant de la CGT, ses yeux se perdent dans sa mémoire. « Mon père, il a 57 ans : c'est un vieux coco.

C'est un type fantastique. Il a jamais été stal ! Il a un cœur gros comme ça ! Tu comprends ce que je veux dire ? Mais une vie comme la sienne, ça te bouffe un mec ! Moi j'ai pas pu. Tu te rends compte, te retrouver à soixante bergeries dans la même taule ! »

Bernard Lavilliers part au Brésil. Camionneur. Dans le Nord-Est, et en Amazonie. Il en rapporte le sens du rythme. « Pas les conneries qu'on entend dans les Sofitel ». Non, l'autre musique. Lavilliers appartient à la génération des Doors, des Morrison et des Zeppelin. Avec du Ferré par dessus s'il vous plaît.

Faut voir Lavilliers parler de Ferré. « Un jour, à Reims, au mois de juillet dernier, Leo se pointe, l'air en colère — il est toujours en colère ! —, et il me dit — tu vois un peu, la gueule qu'il pouvait faire ! — : « Tu sais que c'est à cause de toi que je chante ce soir ? » Je lui ai répondu : « Tu sais que c'est à cause de toi que je chante tout court ? »

Comme Ferré, Lavilliers sait qu'il y a deux sortes de lyrisme. Le lyrisme bavasse et saisonnier et celui du « 15^e round », le titre d'ailleurs de son dernier disque chez Barclay. « Après un récital, c'est comme après un match de boxe ; je sens comme une marée au dedans de moi qui perd l'équilibre. »

José SANCHEZ ■